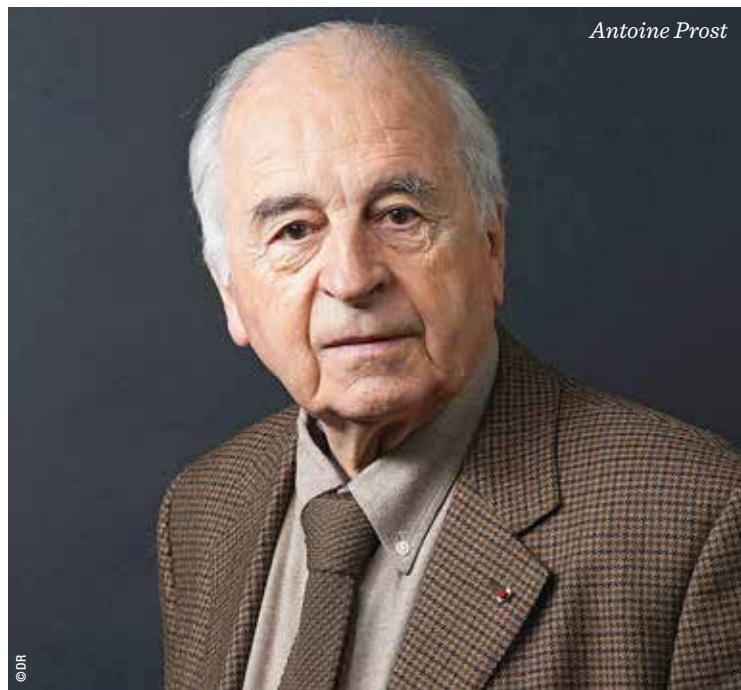


« IL FAUT QU'ORLÉANS SE DENSIFIE ! »

ANTOINE PROST

La guerre, l'éducation, le passage d'Orléans en métropole ou encore l'urbanisme... Historien reconnu et ancien adjoint de Jean-Pierre Sueur, Antoine Prost a vu la société et la vie orléanaises évoluer pendant des dizaines d'années. Il raconte. **CLAIRE SEZNEC**



Antoine Prost

La Tribune Hebdo : Vous êtes historien. Pourquoi ce domaine ?

Antoine Prost : Il y a deux catégories d'historiens : ceux qui cherchent le dépaysement dans l'Histoire et ceux, comme moi, qui y cherchent des explications aux problèmes du présent. Votre question me renvoie à mon enfance. Mon père a été prisonnier. Il est revenu en avril 1945, j'avais onze ans. Ma ville natale, dans le Jura, était occupée. Je voyais les Allemands monter au pas de tir en chantant. Je savais où était la Gestapo. D'où ma question de départ : Pourquoi la France a-t-elle été humiliée, décomposée ainsi ?

« L'AGGLOMÉRATION D'ORLÉANS EST BEAUCOUP TROP ÉTENDUE POUR SA POPULATION »

La Tribune Hebdo : Après l'agglomération, vous êtes arrivé à Orléans. Qu'y avez-vous fait ?

A.P. : J'ai commencé comme professeur au lycée, puis à la Sorbonne, à

Paris. Je faisais souvent l'aller-retour. Michel de la Fournière m'a entraîné en 1966 à travailler sur la ville d'Orléans. C'était une endormie. On a créé un groupe d'études municipales, le GEMAO, et aussi un journal.

La Tribune Hebdo : Pourquoi ce journal ?

A.P. : Il s'appelait *La Tribune d'Orléans* (voir notre numéro 167, NDLR). Il était rédigé par un journaliste, Régis Guyotat, Michel et moi. Nous voulions élaborer un programme municipal ambitieux et réaliste pour une équipe de gauche non communiste. Le

GEMAO travaillait bien, car alimenter le journal était un objectif mobilisateur. Mais obtenir des informations était difficile ; la mairie refusait alors de communiquer des documents comme le compte administratif ! Le secret régnait.

La Tribune Hebdo : Aujourd'hui, quel regard portez-vous sur cette expérience ?

A.P. : J'ai pu constater qu'une presse incisive avait un certain pouvoir sur les politiques ! Et que créer un journal était onéreux... Mais nous avons eu une certaine efficacité. Nous avons par exemple empêché la réalisation d'une pénétrante de deux fois deux voies à la place du canal d'Orléans...

La Tribune Hebdo : Ensuite, vous êtes entré au cabinet de Michel Rocard...

A.P. : Oui, mais bien plus tard. Je n'ai jamais été encarté dans un parti. En 1988, j'avais participé à plusieurs commissions et piloté une réflexion sur les lycées qui avait eu un certain retentissement. En m'appelant, Michel Rocard affichait sa volonté de réforme dans ce domaine. À Matignon, j'ai travaillé sur le passage des instituteurs dans la catégorie A de la fonction publique et sur la classe exceptionnelle des certifiés. Nous avons aussi fait ce qu'il fallait pour que les universités accueillent les 300 000 étudiants supplémentaires qui s'annonçaient.

Ancien adjoint orléanais à l'urbanisme, Antoine Prost fait part de son « inquiétude » sur le futur quartier Interives.



La Tribune HebDO : Vous êtes aussi devenu adjoint au maire à Orléans...

A.P. : Jean-Pierre Sueur est en effet venu me chercher. Il appréciait le GEMAO, et il voulait dans son équipe des élus qui connaissent les dossiers...

La Tribune HebDO : Que faites-vous à la mairie ?

A.P. : J'étais à l'urbanisme. Là, ma formation d'historien et le travail du GEMAO m'ont servi. L'urbanisme demande à la fois un plan d'ensemble et un souci des détails : il faut regarder ce qu'on ne montre pas, ce qu'on ne voit pas. Concrètement, j'ai travaillé sur le carrefour du faubourg Bourgogne, le quartier Saint-Marceau, l'avenue Jean-Zay, qui était prévue en voie rapide ! Il y a eu aussi le tramway... J'ai délivré 400 permis de construire par an. Participer à l'urbanisme d'Orléans a été le plus passionnant de tout ce que j'ai fait.

« JE M'INTERROGE SUR INTERIVES »

La Tribune HebDO : D'hier à aujourd'hui, comment a évolué l'urbanisme orléanais ?

A.P. : Un projet, on ne sait jamais comment ça va vieillir... Dans les années 60, le quartier de la Source avait un projet pilote, celui de dissocier les circulations piétonnes et automobiles. Tous les urbanistes français applaudissaient. Aujourd'hui, ça ne fonctionne plus. Le problème urbain d'Orléans est simple : l'agglomération est beaucoup trop étendue pour sa population. Tout Paris *intra muros* tiendrait entre le Martroi et l'hôpital de la Source. Porte d'Orléans-porte de Clignancourt, c'est 9,5 km, la ligne A de notre tram, c'est 22 !

La Tribune HebDO : Et comment se dessine l'avenir ?

A.P. : Je m'interroge sur le quartier Interives, qui est peut-être surdimensionné. Mais le téléphérique est une bonne idée. Pourquoi ne pas en faire un entre l'île Charlemagne et le quai par-dessus la Loire ? Avec en prime

une vue splendide sur Orléans ! En tout cas, il faut qu'Orléans se densifie, qu'elle cesse de s'étaler dans la campagne. On peut densifier la ville en évitant les nuisances des grands ensembles, nous l'avons fait dans le quartier de l'Argonne en construisant des maisons individuelles jointives.

La Tribune HebDO : Pensez-vous que le passage en Métropole fera évoluer Orléans ?

A.P. : L'évolution est continue. Avant qu'Orléans ne devienne agglomération en 2002, les communes géraient ensemble les transports en commun, ce qui a permis le tramway, impensable à l'échelle d'une seule commune. Avec l'AggLO, des services ont été mutualisés, comme le ramassage des ordures ménagères. L'impact de la transformation de l'AggLO en Métropole devrait être positif, même si les habitants ne verront pas de changement dans leur quotidien.

« INTERNET EST RÉGI PAR L'ÉMOTION »

La Tribune HebDO : Qu'est-ce qui change en politique aujourd'hui ?

A.P. : Ce qui m'effraie, ce sont les réseaux sociaux. Ils tuent la réflexion politique et intellectuelle. Ça produit des dégâts, Trump en est l'illustration aux États-Unis, mais c'est aussi valable en France. N'importe qui peut lancer une rumeur qui influence les citoyens et les politiques qui entrent dans ce jeu. C'est une régression monstrueuse... Pour moi, les réseaux sociaux sont un danger pour la démocratie.

La Tribune HebDO : C'est-à-dire ?

A.P. : Internet est gigantesque. C'est un autre univers. Il a des côtés très positifs. Mais tout y est régi par l'émotion : « liker », c'est du ressenti ; « je suis d'accord », c'est de la raison. Les réseaux sociaux nous font partager l'émotion, mais il n'y a aucune rationalité. On le voit d'ailleurs dans les réactions face à la situation à Alep (Syrie). C'est effroyable. Mais qu'est-ce qu'on propose, concrètement ? ●

**« LES RÉSEAUX SOCIAUX SONT UN DANGER
POUR LA DÉMOCRATIE »**